

Index AI : PRE01/450/2011  
12 September 2011

## **L'Iran doit libérer un avocat spécialisé dans la défense des droits humains**

Les autorités iraniennes doivent libérer sans délai l'un des plus éminents avocats spécialistes des droits humains en Iran, Abdolfattah Soltani, qui a été arrêté le 10 septembre, a déclaré Amnesty International lundi 12 septembre.

Cet homme, cofondateur du Centre de défense des droits humains avec la lauréate du prix Nobel de la paix Shirin Ebadi et d'autres personnes, a été arrêté dans un bureau du ministère public à Téhéran. Son épouse a indiqué aux médias que quatre agents des forces de sécurité l'avaient ensuite escorté jusqu'à son domicile, où ils avaient saisi des ordinateurs et des documents avant de l'emmener.

« Abdolfattah Soltani est l'un des plus courageux défenseurs des droits humains en Iran. Il a assisté des prévenus dans quelques-unes des affaires les plus controversées en matière de droits humains depuis plus d'une décennie, refusant de se soumettre à la pression des autorités iraniennes, a souligné Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International. Aujourd'hui, il paye encore une fois le prix de cet engagement. »

Abdolfattah Soltani a été arrêté à plusieurs reprises par le passé. En 2005, il a passé sept mois derrière les barreaux, avant d'être finalement relaxé de tous les chefs d'accusation retenus contre lui. Il a également passé deux mois en détention en 2009. Amnesty International l'a déjà reconnu comme un prisonnier d'opinion, détenu uniquement en raison de ses activités d'avocat et de défenseur des droits humains.

À l'étranger, son travail lui a valu la reconnaissance de la communauté internationale. En 2008, la ville allemande de Nuremberg lui a attribué un prestigieux prix des droits humains. Cependant, une interdiction de voyager prononcée par les autorités iraniennes l'a empêché de se rendre sur place pour le recevoir.

En Iran, lui et d'autres membres du Centre de défense des droits humains ont été pénalisés par les autorités qui ont fermé leur organisation en 2008 et procédé à une série d'arrestations. Cette répression s'est intensifiée après les élections présidentielles controversées de 2009. Mohammad Seyfzadeh, un autre cofondateur du Centre, purge actuellement une peine de deux ans d'emprisonnement pour son rôle dans sa création.

D'autres organisations ont également vu leurs membres pris pour cibles, notamment le Comité pour la défense des prisonniers politiques en Iran, Défenseurs des droits humains en Iran et le Comité des reporters des droits humains.

Une autre éminente avocate spécialiste des droits humains, Nasrin Sotoudeh, a été condamnée à 11 ans de prison cette année. Arrêtée le 4 septembre 2010, elle est accusée, entre autres, d'« agissement contre la sécurité nationale, notamment appartenance au Centre de défense des droits humains » – bien qu'elle nie avoir jamais été membre de cette organisation.

Cette femme et un certain nombre d'autres avocats spécialistes des droits humains emprisonnés, dont Mohammad Seyfzadeh, Javid Houtan Kiyani et Mostafa Daneshjoo, sont considérés par Amnesty International comme des prisonniers d'opinion.

« Le harcèlement et les arrestations visant en permanence les avocats iraniens sont complètement inacceptables, a ajouté Malcolm Smart. Ces actions violent non seulement directement leurs droits, mais également ceux de leurs clients, pour qui il est de plus en plus difficile de trouver un avocat en raison de l'effet dissuasif de ces arrestations. »